

Le Monde 20/11/02 p. 3

Recep Erdogan, en visite à Athènes, affirme la nécessité d'une solution négociée sur Chypre

« Nous ne devons plus confronter la Grèce comme un adversaire » a déclaré le nouvel homme fort de Turquie. Le chef de l'AKP effectue une tournée européenne pour plaider la cause de l'adhésion de son pays à l'UE

ATHENES

de notre envoyé spécial

Une garde d'honneur était alignée sur le tarmac de l'aéroport d'Athènes pour accueillir, lundi 18 novembre, le dirigeant du Parti de la justice et du développement (AKP), Recep Tayyip Erdogan, qui effectue une longue tournée des capitales européennes : une réception digne d'un chef d'Etat plus que d'un dirigeant de parti pour le vainqueur incontesté des élections turques du 3 novembre. S'il n'est pas actuellement en mesure d'assumer la fonction de premier ministre, son influence en tant que chef du parti qui contrôle 363 des 550 sièges au Parlement est considérable.

Les Grecs voulaient clairement faire bonne impression, car des signaux positifs ont été échangés de part et d'autre de la mer Egée ces dernières semaines. L'arrivée au pouvoir de Recep Erdogan, considéré comme un homme du peuple, capable de briser le statu quo, a soulevé de grands espoirs. Une conclusion positive au problème, jusqu'ici insoluble, de Chypre apparaît désormais concevable, même si de nombreuses difficultés subsistent. « Il y avait une atmosphère très chaleureuse. Les deux côtés veulent développer une amitié pour résoudre le problème de Chypre », commente Omer Celik, député de l'AKP qui participait à la rencontre entre le nouvel homme fort de Turquie et les dirigeants grecs.

« Nous ne devons plus confronter la Grèce comme un adversaire. Nous voulons renforcer les liens entre la Turquie et la Grèce », a déclaré M. Erdogan à l'issue de ses entretiens avec le premier ministre

grec, Costas Simitis. Ce dernier a réaffirmé que son pays, qui prendra la présidence de l'Union européenne au début de 2003, était prêt à appuyer, lors du sommet européen de Copenhague de la mi-décembre, la demande de la Turquie de se voir donner une date pour le début des négociations

avec le côté turc, malgré les commentaires positifs de membres de l'AKP, n'a pas encore rendu son verdict officiel. M. Erdogan affirme que son gouvernement a la volonté politique de résoudre ce problème, mais ses commentaires sont devenus plus prudents. Il a exclu la possibilité d'arriver à une solution

Une visite historique

A Nicosie, le Conseil national de Chypre, rassemblant les grands partis Chypriotes grecs a accordé, lundi 18 novembre, son feu vert au président Cléridès pour accepter le plan de Fofi Annan comme texte de discussions. Le secrétaire de l'ONU avait demandé aux deux parties une première réponse pour savoir si elles acceptaient ou non le document comme base de négociations. A Athènes samedi, M. Cléridès s'était longuement entretenu avec le premier ministre grec, Costas Simitis, sur la conduite à tenir face au plan de l'ONU. « Nous aspirons à obtenir un accord sans retard, cela dépend bien sûr de la volonté de l'autre partie », avait souligné M. Simitis ajoutant : « nous nous battons, il y a des points sur lesquels nous devons nous battre ». Artisan du rapprochement gréco-turc amorcé en juin 1999, le chef de la diplomatie grecque, Georges Papandréou, a qualifié la visite de M. Erdogan lundi à Athènes d'« historique ». Il n'a cessé de répéter ces derniers jours qu'une « solution satisfaisante » sur Chypre entraînera « l'amélioration rapide et spectaculaire des relations » entre Athènes et Ankara. — (Corresp.)

d'adhésion à l'UE. Mais il a rappelé que la Turquie doit encore « clarifier certaines questions » et il a souligné qu'Ankara devrait prendre note du fait qu'« une solution au problème chypriote aiderait à résoudre toutes les questions concernant les relations Union européenne-Turquie ».

Le plan soumis récemment par le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui envisage un seul pays composé de deux entités égales unies par une structure fédérale, a été officiellement accepté lundi à Nicosie par les Chypriotes grecs comme cadre de discus-

avant le sommet du 12 décembre, citant le fait que le gouvernement turc vient tout juste d'être formé et que le dirigeant Chypriote turc, Rauf Denktaş, qui a récemment subi deux opérations cardiaques, a dû être réhospitalisé.

PORTE À PORTE

« M. Erdogan est absolument convaincu que la Turquie doit résoudre ce problème. L'opinion publique turque veut une solution », affirme néanmoins Nazlı Ilıcak, ancienne députée du Parti de la Vertu, depuis sous l'an dernier par la cour constitutionnelle, et éditorialiste au quo-

tidien *Yeni Safak*. « Le ministère des affaires étrangères tente de l'attirer vers la ligne officielle, mais il va démontrer sa volonté. » La résistance de la bureaucratie pourrait ralentir la poursuite du processus, mais elle ne devrait pas décourager l'AKP, qui a fait de l'entrée à l'UE sa priorité.

« C'est un problème compliqué, qui a de nombreux aspects techniques », explique Husamettin Kavi, président de la chambre de l'industrie d'Istanbul, qui faisait partie de la délégation officielle. « Mais nous pensons tous que le plan de l'ONU est une bonne base de discussion. »

M. Erdogan a entamé en Europe une démarche qui a contribué à la victoire électorale de son parti en Turquie : il fait du porte à porte. Après sa visite à Athènes, le dirigeant du AKP s'est rendu à Madrid pour y rencontrer José María Aznar, le premier ministre espagnol. « Obtenir une date pour les négociations d'adhésion permettrait d'accélérer le processus de réforme », a déclaré M. Erdogan à Madrid. « 70-75 % du peuple turc soutient la candidature à l'Union. Une réponse positive pousserait ce taux jusqu'à 75-80 %. Mais une décision négative apporterait de l'eau au moulin de ceux qui veulent saboter le processus. »

Il faudra attendre le 12 décembre pour savoir si les efforts du dirigeant turc, qui devait être reçu mardi soir à Berlin par le chancelier Schröder, porteront leurs fruits. M. Erdogan s'efforce de modifier l'image de la Turquie. Son attitude décontractée, son énergie et son ouverture au dialogue présentent un contraste marquant avec le gouvernement précédent. Mais l'AKP doit encore faire ses preuves.